

(N° 330.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUIN 1923.

- 1° Projet de loi instituant un fonds spécial et modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des sequestres de guerre.
- 2° Projet de loi relatif aux avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ECONOMIES (3), PAR. M. HOUTART

MESSIEURS,

Les rapports de l'État avec la Banque Nationale ont été profondément modifiés par certains faits qui résultent de la guerre et de l'occupation allemande.

La loi du 5 mai 1850 instituant la Banque Nationale stipule, article 8, que les opérations de cette banque consisteront : « 6° à faire des avances en » compte courant ou à court terme sur dépôts d'effets publics nationaux ou » d'autres valeurs garanties par l'État, dans les limites et aux conditions à » fixer périodiquement par l'administration de la banque, conjointement » avec le Conseil des censeurs, sous l'approbation du Ministre des Finances. »

Elle dit, article 12 : « La banque émet des billets au porteur. Le montant » des billets en circulation sera représenté par des valeurs facilement réali- » sables ; les proportions entre l'encaisse et la circulation seront fixées par » les statuts. »

Article 16 : « La banque peut être autorisée par le Gouvernement à » acquérir des fonds publics, sans qu'elle puisse en posséder pour une » somme dépassant le montant versé du capital social. »

(1) Projet de loi, n° 121 (art. 1 et 2 réservés).

(2) Projet de loi, n° 122.

(3) Composition de la Commission permanente : MM. Mechelynek, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Augustin), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

Les statuts de la banque, approuvés par la loi du 17 juillet 1872, reproduisent les dispositions de la loi de 1850 et les précisent en divers points, notamment :

Article 27, § 2 : « Il ne peut y avoir en portefeuille des bons (du Trésor) » escomptés pour plus de dix millions de francs. »

Article 29 : « La somme et le taux des prêts à faire sur dépôts de fonds » publics nationaux, bons du Trésor ou autres valeurs garanties par l'État, » seront déterminés toutes les semaines.

» Ces prêts ne pourront être faits qu'à des personnes solvables et pour un » terme de quatre mois au plus. »

Article 33 : « La banque est tenue d'avoir une encaisse métallique égale au » tiers du montant de ses billets et de ses autres engagements à vue.

» Néanmoins, l'encaisse pourra descendre en dessous du tiers dans les cas » et les limites qui seront autorisés par le Ministre des Finances. »

Tels sont les principes sur lesquels fut fondée l'organisation de notre Institut d'émission. La science financière les a d'ailleurs universellement consacrés.

Si maintenant nous rapprochons de ces règles fondamentales le bilan de la Banque Nationale, arrêté au 31 décembre 1922, nous constaterons l'œuvre néfaste de la guerre.

Dans l'actif de la Banque apparaissent :

1° Un poste de 480 millions consistant en titres de la Dette Interprovinciale : dérogation à l'article 16 de la loi de 1850;

2° Un poste de 5,400 millions représentant l'avance faite à l'État en exécution de la loi du 24 octobre 1919 pour le retrait des monnaies allemandes, poste qui est en opposition avec la lettre et l'esprit des articles 27 et 29 des statuts de la Banque.

D'autre part, le montant des engagements à vue de la Banque s'élève à 7,533 millions, dont 6,876 millions du chef de billets en circulation, tandis que le total de l'encaisse métallique et du portefeuille étranger (que l'on peut assimiler à l'encaisse) n'atteint que 341 millions, soit 4.63 p. c. des engagements au lieu de 33 1/3 p. c., proportion *minima* fixée par les statuts.

Ce second fait — l'inflation — est la conséquence directe du premier, c'est-à-dire de l'exagération des avances sur bons du Trésor.

Avant de passer à l'examen des conséquences de ces deux faits, il convient de constater une fois de plus que la responsabilité doit en être imputée à l'Allemagne, qui imposa l'émission de billets pour le paiement de la première contribution de guerre et donna cours forcé dans notre pays à la monnaie allemande.

Placé devant cette situation après l'armistice, le Gouvernement belge s'est efforcé de l'améliorer, d'abord par l'émission des Bons Monétaires, ensuite en ramenant de 5,800 millions à 5,300 millions (chiffre actuel) l'avance de la Banque à l'État pour le rachat des marks.

Les effets de l'inflation de la circulation fiduciaire sont classiques : à l'inté-

rieur, la surabondance des moyens de paiement et le discrédit qui s'y attache font hausser les prix; sur le marché du change, les billets émis en excès s'éloignent de la parité de l'or et se déprécient au fur et à mesure que s'accroît le montant mis en circulation.

Un Gouvernement sage, placé devant le fait accompli de l'inflation et qui veut rendre à la nation le bienfait d'une monnaie saine, devra nécessairement pratiquer l'opération inverse de celle qui a introduit le mal, c'est-à-dire retirer les Bons du Trésor entrés dans le portefeuille de la banque et rembourser les avances de celle-ci à l'Etat.

Mais, la mise en œuvre de ce principe dans les circonstances où nous sommes, et l'efficacité de cette contre opération se heurtent à de sérieuses difficultés.

Première difficulté : la situation budgétaire.

Si le budget général de l'Etat laissait un excédent, l'opération d'assainissement serait relativement facile.

Au contraire, s'il n'en laisse pas, s'il balance par un déficit, — comme c'est notre cas — alors l'Etat ne peut rembourser la banque qu'en empruntant au public; et ce dernier emprunt lui coûtera beaucoup plus cher que les avances de la banque, qui sont à peu près gratuites. Il en résultera une aggravation des charges du budget ordinaire, laquelle devra être compensée par un supplément de recettes. Le montant des remboursements sera donc limité à la possibilité d'accroître les recettes annuelles. En effet, l'équilibre du budget ordinaire est le point de départ de l'assainissement financier; et tout moyen qui aboutirait au déficit de ce budget ferait plus de mal que de bien au crédit de l'Etat et du papier-monnaie.

Or, il est certain que notre budget général portera, pendant quelque temps encore, une énorme charge de dépenses extraordinaires et de dépenses recouvrables. Notre budget ordinaire ne laisse pas d'excédent. Par conséquent, les remboursements à la banque nécessiteraient des emprunts onéreux, dont les charges seraient difficilement supportées; de là un obstacle, un ralentissement nécessaire de l'opération.

Deuxième difficulté : le montant des disponibilités.

Au lendemain de l'échange des mares, la situation monétaire était réellement pléthorique. Mais peu à peu, par suite de l'énorme mouvement de fonds provoqué par la restauration du pays, elle a pénétré dans notre économie. Les prix, les salaires et les traitements s'y sont adaptés, si bien que, après quatre ans de diffusion de la masse monétaire qui se trouvait agglomérée en 1919, les disponibilités paraissent fortement réduites. Rien ne le montre mieux que la comparaison, à diverses dates, du poste « comptes-courants particuliers » qui figure au bilan de la Banque Nationale et représente, en grande partie, l'excédent inutilisé du stock monétaire.

Voici les chiffres de ce poste :

31 décembre 1919	2,239 millions.
30 juin 1920	1,693 »
31 décembre 1920	1,099 »

30 juin 1921	489 »
30 décembre 1921	573 »
30 juin 1922	524 »
31 décembre 1922	400 »

A certaines dates intermédiaires de 1922, on tombe jusqu'au chiffre relativement infime de 60 millions.

La thésaurisation des billets doit être assez réduite, étant donné l'organisation tentaculaire des banques et, d'autre part, les mécomptes qu'ont procurés la spéculation sur monnaies avariées.

De cette seconde constatation, il résulte qu'une diminution notable de la circulation fiduciaire ne peut être obtenue rapidement.

Elle le pourra d'autant moins que l'État, toujours besogneux, draine continuellement les disponibilités par ses emprunts et les rejette dans la circulation. Ici encore, c'est le retour à des budgets normaux qui apparaît comme la condition de l'assainissement monétaire.

Toutefois, il importe de remarquer que le bilan de la banque peut être amélioré sans qu'il y ait pour cela réduction du volume de la circulation. Une diminution du poste « Avances à l'État », qui serait compensée par une augmentation du poste « Portefeuille belge » ou du poste « Avances (aux particuliers) sur Fonds Publics Belges », constituerait déjà un progrès. Elle nous ramènerait, dans une certaine mesure, à l'observation des règles statutaires de la banque et préparerait la réduction de l'encours. C'est cette amélioration que l'on peut envisager dans la première phase de l'assainissement. Elle sera nécessairement limitée, à peine de produire une tension nuisible.

Troisième difficulté : les répercussions.

L'inflation monétaire est funeste, non seulement par les torts qu'elle cause directement, mais encore par les inconvénients qui accompagnent le retour à la monnaie saine. En effet, le remède, comme le mal, doit produire une crise.

L'amélioration progressive de la monnaie a pour corollaire une baisse parallèle du prix des marchandises. Elle compromet donc les bénéfices de l'industrie et du commerce, sinon en valeur absolue, du moins dans leur expression comptable, et met en péril l'équilibre des bilans. Si l'on n'y prend garde, il doit en résulter de nombreuses faillites, une restriction du crédit et de la production, des périodes de chômage.

L'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie doit être accompagnée d'une réduction des traitements et des salaires. En bonne logique, c'est même cette dernière opération qui devrait précéder l'autre, car elle est la condition *sine qua non* de la déflation monétaire. Mais on sait les difficultés et les résistances que cette réduction est exposée à rencontrer.

Enfin et surtout l'État, chargé d'un passif énorme et irréductible, ne peut courir le risque de voir tout d'un coup fléchir le montant de ses recettes, ce qui arriverait si une amélioration rapide de la monnaie entraînait une baisse générale des valeurs libellées en francs-papier.

Ces considérations étaient nécessaires pour montrer combien difficile et

complexe est la réparation du grand « dommage de guerre » que l'Allemagne nous a infligé en altérant notre monnaie, dommage que le Traité de Versailles a omis de comprendre parmi ceux qui sont sujets à compensation.

Il convient d'ajouter que les meilleurs remèdes à la situation qui nous est faite seraient l'accroissement de la richesse du pays, l'intensité de la production, le développement de nos exportations, une moindre dépense et spécialement moins d'importations d'objets de luxe ; mieux que tous autres moyens, ceux-ci assureraient une garantie à notre circulation fiduciaire et amélioreraient la position de notre devise sur le marché mondial.

Les remèdes d'ordre légal ou administratif ne doivent certes pas être écartés ; mais ils ne produiront que des résultats fort limités, mêlés d'inconvénients, et se buteront souvent à des impossibilités.

L'heure n'est pas encore venue de déterminer d'une manière concrète l'objet précis de notre politique monétaire. Trop d'inconnues troublent encore le problème de nos finances. Mais il importe que le Parlement s'accorde avec le Gouvernement, non seulement pour réprimer l'inflation, mais pour affirmer nettement, devant le pays et devant l'étranger, la volonté de donner une base solide à notre circulation fiduciaire.

* * *

Les dispositions qui vous sont soumises apportent à la question des relations de l'Etat avec la Banque Nationale des solutions fragmentaires, les seules qui puissent être envisagées dans les circonstances actuelles.

Deux projets de loi ont été déposés à cet effet par le Gouvernement :

Le premier (n° 121) instituant un fonds spécial et modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des séquestres de guerre ; ces dernières furent disjointes et formèrent la loi du 30 mars 1923.

Le second (n° 122) relatif aux avances faites à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes.

La Commission des Finances ayant constaté que les éléments qui subsistent du premier projet et les dispositions qui constituent le second se rapportent à un seul et même objet, savoir les avances de la Banque Nationale à l'Etat, vous propose de fondre les unes et les autres en une seule loi.

Celle-ci comporterait trois articles : le premier substitué aux articles 2 et 3 du projet n° 122 et visant les remboursements effectués ; le second organisant l'amortissement des avances dont l'Etat reste débiteur. Ce dernier article remplacerait les articles 1 et 2 du projet n° 121 ; le troisième relatif à la gestion du fonds spécial.

L'article relatif à la régularisation des remboursements ne demande guère d'explications. Il s'agit des remboursements effectués au cours des années 1920, 1922, et 1923 sur le montant de cinq milliards 800 millions qui figurait au bilan de la Banque Nationale sous le titre : « Avances à l'Etat pour le retrait des mares », montant auquel s'ajouta, au cours de l'exercice 1922, une somme de 64 millions du chef de l'avance contractée pour la substitution de

la monnaie nationale à la monnaie allemande dans les territoires d'Eupen-Malmédy. Par suite des divers remboursements que nous avons à régulariser, lesquels s'élèvent à 564 millions, la somme totale des avances ne s'élève plus actuellement qu'à cinq milliards 300 millions.

Le montant de ces remboursements doit être imputé sur les budgets et les comptes des *dépenses extraordinaires*. En effet, il correspond à une réduction du passif de l'État, réduction qui ne constitue pas une charge du budget ordinaire comme c'est le cas des amortissements annuels, mais bien une dépense de capital analogue à celles qui contribuent à l'accroissement du patrimoine national et constituent essentiellement le budget extraordinaire.

La disposition relative aux amortissements futurs des avances (article 2 du projet de la Commission) est de nature plus complexe. Elle institue un fonds spécial en vue des amortissements.

Pourquoi cette méthode plutôt que celle des remboursements directs ?

L'avantage de la formule proposée par le Gouvernement et reprise par la Commission consiste dans la possibilité d'affecter aux fins d'amortissement des valeurs de toute nature, avant même leur réalisation, de sorte que ces valeurs servent de garantie à la circulation; comme aussi d'échelonner les remboursements de la manière qui conviendra le mieux. Une certaine latitude est laissée à cet égard au Ministre des Finances; la Commission estime toutefois que le transfert des avoirs liquidés devrait s'effectuer trimestriellement, tout au moins.

De quelles valeurs sera constitué le fonds spécial ?

Aux termes du projet de la Commission :

1° « Des monnaies allemandes retirées de la circulation, tant en Belgique » que dans le territoire d'Eupen-Malmédy, et de toutes ressources provenant » de l'utilisation de ces monnaies ».

Ce texte remplace l'article premier du projet du Gouvernement (n° 122), lequel affectait au remboursement des avances de la Banque, mais sans les faire entrer dans le fonds spécial, « toutes ressources à provenir de la valorisation des monnaies allemandes en dépôt au Compte du Trésor ». La Commission trouve préférable d'adopter une procédure unique, celle du fonds spécial, pour toutes les valeurs destinées à l'amortissement.

Le fonds spécial sera constitué : « 2° des sommes récupérées par l'État du chef d'échanges frauduleux de monnaies allemandes ». C'est la reproduction du 3° de l'article premier du projet n° 121. Cette disposition se justifie d'elle-même.

Le fonds sera constitué : « 3° d'une somme égale au produit net : a) de la liquidation des biens des ressortissants allemands placés sous séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de la loi du 17 novembre 1921. »

Ce texte est calqué sur l'article premier 1° du projet de loi n° 121. Mais

vous remarquerez que la Commission ne propose pas d'adopter l'article 2 du même projet, lequel, se référant à la liquidation des biens séquestrés, stipule : « Seront prélevés sur le produit net de la liquidation des biens des » ressortissants allemands visés au 1^o de l'article qui précède, les sommes » destinées à rembourser aux ressortissants belges, selon les prévisions de » l'article 297, litt. *h* du Traité de Versailles, le produit de la liquidation » des biens de ces derniers en Allemagne. » Cette disposition offre l'inconvénient, outre les controverses juridiques qu'elle peut soulever au sujet de l'interprétation du Traité de Versailles, de retarder longuement l'imputation sur le fonds spécial du produit de la liquidation; ce produit ne pourrait être déterminé qu'à la suite d'opérations compliquées. Il a donc paru nécessaire d'entendre sous l'appellation de « produit net » les sommes à provenir de la liquidation des biens séquestrés sous les seules déductions prévues par l'article 18 de la loi du 17 novembre 1921, savoir : 1^o des frais de séquestre et de liquidation; 2^o des parts afférentes à des successibles belges de ressortissants allemands.

Ce n'est pas tout. Le texte proposé par le Gouvernement faisait surgir une difficulté relative à notre comptabilité budgétaire.

Suivant ce texte « le fonds sera constitué du produit net (*in specie*) de la liquidation ». Or, nous avons vu ci-dessous que les remboursements des avances de la Banque Nationale doivent être imputés sur le budget des *dépenses extraordinaires*. Au contraire, les recettes à provenir de la liquidation des biens séquestrés sont, aux termes des articles 243 et 297 du Traité de Versailles, des recettes de réparation, qui devront être inscrites au budget des *dépenses recouvrables*; elles ne peuvent, par conséquent, alimenter le budget des dépenses extraordinaires.

Il ne s'agit donc pas d'inscrire dans un même budget, en recette et en dépense, d'une part, le produit des biens séquestrés et, d'autre, le montant du versement à effectuer au fonds spécial. Mais on peut décider que le fonds spécial sera crédité d'une somme *équivalente* à ce produit, somme qui sera prélevée, en comptabilité budgétaire, sur les ressources générales du Trésor. C'est pourquoi la Commission vous propose d'employer l'expression « somme égale au produit net ».

Pourquoi cette équivalence ? La raison en est d'ordre pratique : elle consiste à profiter d'une disponibilité de Trésorerie pour diminuer la dette de l'État envers la Banque.

Le troisième élément du fonds spécial sera constitué en outre, si vous adoptez le projet de la Commission, « d'une somme égale au produit net de » la liquidation des titres et valeurs non placés sous séquestre livrés à la » Belgique en exécution du § 10 de l'annexe à la section IV de la partie 10 » du Traité de Versailles ». Ces termes reproduisent l'article premier, 2^o, du projet n° 121.

La disposition du Traité de Paix à laquelle il est fait ici allusion est conçue en ces termes : « L'Allemagne remettra dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité à chaque puissance alliée ou associée

tous les contrats, certificats, actes et autres titres de propriété se trouvant entre les mains de ses ressortissants et se rapportant à des biens, droits et intérêts situés sur le territoire de ladite puissance alliée ou associée, y compris les actions, obligations ou autres valeurs mobilières de toutes sociétés autorisées par la législation de cette puissance. »

Le produit de ces titres et valeurs constitue aussi une recette de réparation afférente au budget des dépenses recouvrables.

La Commission vous propose de compléter comme suit l'énumération des éléments qui composeront le fonds d'amortissement :

« 4^e des sommes à inscrire chaque année au budget en vue de l'amortissement des avances faites conformément à la loi du 24 octobre 1919. »

C'est l'affirmation d'une politique d'assainissement financier, c'est la décision d'accomplir un effort annuel en vue de revenir à l'observation des statuts de la Banque Nationale et de réduire la circulation fiduciaire.

Quant à déterminer d'avance la mesure de cet effort, votre Commission n'en voit ni la possibilité ni la réelle utilité. Le montant des remboursements sera conditionné par les facultés budgétaires. Prétendre réaliser la « déflation » en dépit des circonstances, malgré le déficit du budget ou malgré le resserrement du marché financier, serait une fausse manœuvre, qui nous éloignerait du but plutôt qu'elle ne nous en rapprocherait.

Le projet que nous vous soumettons, Messieurs, contient une dernière disposition qui manquait aux textes proposés par le Gouvernement. La Commission propose de stipuler que :

« Le fonds spécial sera géré par la *Caisse des dépôts et consignations* » (article 3).

Cette Caisse fut organisée, en même temps que la Caisse d'amortissement, par une loi du 13 novembre 1847, modifiée par celle du 28 décembre 1867. Ses opérations sont surveillées par une Commission de cinq membres, qui comprend un sénateur élu par le Sénat, un représentant élu par la Chambre et trois membres nommés par le Roi. Le Ministre des Finances doit faire chaque année un rapport aux Chambres sur l'administration et la situation de la Caisse (articles 2 et 16 de loi de 1847). Ces prescriptions assurent le contrôle parlementaire sur la gestion.

On peut se demander pourquoi faire intervenir ici la *Caisse des dépôts et consignations* plutôt que la *Caisse d'amortissement*, cette dernière ayant précisément pour fonction d'éteindre la Dette publique.

En confiant à la Caisse des dépôts et consignations la gestion du fonds spécial d'amortissement, l'on a été guidé par la pensée de donner à ce dernier un régime légal ; ce fonds se range ainsi, comme le fonds de prévision monétaire, au nombre des fonds dont le Ministre des finances a la gestion ; les opérations en sont contrôlées par la Commission de surveillance et la Cour des Comptes ; elles passent par le budget pour ordre et sont publiées annuellement dans le Rapport annuel de l'institution.

Il est vrai que le but envisagé serait également atteint en rattachant le nouveau fonds à la Caisse d'amortissement,

Mais l'on a pensé que les règles tracées par la loi organique de celle-ci, quant à l'emploi des dotations d'amortissement, ne pourraient s'appliquer aux ressources qui alimenteront le nouveau fonds, ressources qui doivent rester en dépôt jusqu'au jour où l'on décidera de les affecter à la destination prévue.

En fait, la Caisse d'amortissement, telle qu'elle est actuellement gérée, ne reçoit pas de fonds en dépôt; les dotations d'amortissement, dont elle fait emploi semestriellement, sont l'objet d'ordonnances de paiement qui sont converties en ouvertures de crédit, sur lesquelles s'imputent le coût des rachats effectués en extinction de la dette consolidée.

Il a paru préférable de limiter le champ d'action de la Caisse d'amortissement à l'extinction de cette dernière dette et plus pratique d'adjoindre le nouveau fonds, qui doit constituer provisoirement un dépôt, aux autres fonds dont la Caisse des dépôts assume légalement la gestion.

En conclusion, votre Commission des Finances, à l'unanimité des membres présents moins une voix, a décidé de vous proposer l'adoption des dispositions dont la teneur est reproduite en annexe du présent rapport.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JUNI 1923.

- 1° Wetsontwerp tot instelling van een Bijzonder Fonds et tot wijziging der wetsbepalingen betreffende de vereffening der goederen onder sequester ⁽¹⁾.
- 2° Wetsontwerp op de voorschotten door de Nationale Bank van België aan den Staat gedaan met het oog op de intrekking der Duitsche munt ⁽²⁾.
-

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BIJGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (3) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

De betrekkingen tusschen den Staat en de Rijksbank werden zeer gewijzigd door sommige feiten die de nasleep zijn van den oorlog en van de Duitsche bezetting.

De wet van 5 Mei 1850 tot instelling van de Rijksbank bepaalt in artikel 8 dat de verrichtingen van deze bank zullen bestaan uit : « 6° het doen van voorschotten in loopende rekening of op korten termijn of inbewaargeving van openbare effecten van het land of van andere waarden, gewaarborgd door den Staat, binnen de perken en onder de voorwaarden op geregelde tijdstippen te bepalen door het beheer van de bank, samen met den Raad van censoren, onder goedkeuring van den Minister van Financiën. »

In artikel 12 zegt de wet : « De bank geeft biljetten aan toonder uit. Het bedrag van de in omloop zijnde biljetten zal vertegenwoordigd zijn door waarden die gemakkelijk zijn te gelde te maken; de verhoudingen tusschen

(1) Wetsontwerp, n° 121 (art. 1 en 2 voorbehouden).

(2) Wetsontwerp, n° 122.

(3) Samenstelling van de *Bestendige Commissie* : De heeren Mechelynek, voorzitter, Hallot, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Ang.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

het in-cassa en de in omloop zijnde sommen zullen door de statuten worden bepaald. »

Artikel 16 : « De bank kan door de Regeering gemachtigd worden openbare fondsen aan te werven, maar haar bezit mag niet gaan boven eene som die het gestorte bedrag van het maatschappelijk kapitaal overtreft. »

De statuten der bank, goedgekeurd bij de wet van 17 Juli 1872, nemen de bepalingen over van de wet van 1850 en lichten die op verschillende punten toe, onder meer :

Artikel 27, § 2 : « De portefeuille mag voor niet meer dan 10 millioen frank gediscoteerde schatkistbons bevatten. »

Artikel 29 : « Elke week wordt de som en de interestvoet bepaald van de leeningen op bewaargeving van openbare effecten, schatkistbons of andere door den Staat gewaarborgde waarden. »

« Deze leeningen worden enkel toegestaan aan gegoeede personen voor een termijn van ten hoogste vier maand. »

Artikel 35 : « De bank is gehouden een metaalvoorraad te hebben die gelijk is aan een derde van hare biljetten en hare overige verbintenissen op zicht.

« De metaalvoorraad mag echter min dan een derde bedragen in de gevallen en binnen de grenzen door den Minister van Financiën veroordeeld. »

Dit zijn de beginselen waarop de inrichting steunt van onze bank van uitgifte. Zij werden overigens overal door de financieele wetenschap gehuldigd. Zoo wij, aan de hand van die grondregelen, de balans onderzoeken van de Nationale Bank op 31 December 1922, dan kunnen wij de rampspoedige gevolgen van den oorlog vaststellen.

Op het actief van de bank komen voor :

1° Een post van 480 millioen titels van de Interprovinciale schuld : afwijking van artikel 16 der wet van 1850;

2° Een post van 5,400 millioen als voorschot van den Staat in uitvoering der wet van 24 October 1919 voor het inwisselen der Duitsche munten, post die in strijd is met de letter en den geest van de artikelen 27 en 29 van de Statuten der Bank.

Daarbij bedragen de verbintenissen op zicht van de bank 7,333 millioen, waarvan 6,876 millioen uit hoofde van biljetten in omloop, terwijl het totaal van den metaalvoorraad en de buitenlandsche portefeuille (die men met den metaalvoorraad kan gelijkstellen) slechts 341 millioen bedraagt, zijnde 4.63 t. h. van de verbintenissen in plaats van 33 1/3 t. h., *minima* verhouding door de statuten bepaald.

Dit tweede feit — de inflatie — is het rechtstreeksch gevolg van het eerste, dat wil zeggen van de overdreven voorschotten op schatkistbons.

Alvorens over te gaan tot het onderzoek van de gevolgen dezer beide feiten, moet eens te meer worden vastgesteld dat de verantwoordelijkheid daarvoor op Duitschland drukt, dat de uitgifte van biljetten oplegde voor de beatling der eerste oorlogsbelasting en in ons land aan de Duitsche munt gedwongen koers gaf.

De Belgische Regeering die voor dien toestand kwam te staan, na den wapenstilstand, heeft eerst getracht hem te verbeteren door de uitgifte van Munibons, vervolgens met het voorschot van de Bank aan den Staat, voor de inwisseling der marken, van 3,800 millioen op 3,500 millioen (tegenwoordig cijfer) te verminderen.

De gevolgen van de geldinflatie zijn klassiek : in het binnenland doet de overvloed der betaalmiddelen en de vermindering der credietwaarde die er op volgt de prijzen stijgen; op de wisselmarkt verwijderen de al te overvloedig uitgegeven banknoten zich van den goudstandaard en verminderen in waarde naar gelang de omloop stijgt.

Een wijze Regeering die voor de inflatie staat en die aan het land een gezonde munt wil verleenen moet noodzakelijkerwijze de tegenovergestelde verrichting bewerken van deze waardoor het kwaad werd gesticht, dat wil zeggen de schatkistbons die in de portefeuille van de bank zijn gebracht intrekken en de voorschotten door deze aan den Staat gedaan, terugbetalen.

Doch het inwerking brengen van dit principe en de doelmatigheid van deze tegenverrichting stuit in de huidige omstandigheden op zware moeilijkheden.

Eerste moeilijkheid : de toestand van de begrooting.

Zoo de algemeene begrooting van den Staat met een batig saldo sloot, dan zou de gezondmaking tamelijk gemakkelijk zijn.

Integendeel, zoo ze sluit met een tekort, — hetgeen ons geval is — dan kan de Staat alleen aan de Bank terugbetalen door ontleeningen bij het publiek; en deze ontleening zal aan den Staat meer kosten dan de voorschotten van de Bank, die bijna kosteloos zijn. Daaruit zal eene bezwaring van de gewone begrooting voortvloeien, die door een vermeerdering van inkomsten moet vergoed worden.

Het bedrag der terugbetalingen zal dus beperkt worden door de mogelijkheid de jaarlijksche inkomsten te verhoogen. Inderdaad, het evenwicht van de gewone begrooting is het uitgangspunt van de financieele gezondmaking; en elk middel dat zou leiden tot een tekort op deze begrooting zou meer kwaad dan goed doen voor het crediet van den Staat en van de papierenmunt.

Het staat echter vast dat onze algemeene begrooting nog gedurende eenigen tijd een overgrootte last van buitengewone uitgaven en invorderbare uitgaven zal dragen. Onze gewone begrooting laat geen batig saldo. Bijgevolg zouden de terugbetalingen aan de Bank dure ontleeningen veroorzaken, waarvan de last moeilijk zou gedragen worden : vandaar een hindernis, een noodzakelijke vertraging van de verrichting.

Tweede moeilijkheid : het bedrag der beschikbare credieten.

Na het uitwisselen der marken was de geldelijke toestand werkelijk pletorisch. Doch langzamerhand, door den grooten omzet der fondsen door 's Lands herstel veroorzaakt, drong zij in onze economie. De prijzen, de loonen en wedden pasten er zich bij aan, derwijze dat na vier jaar verspreiding van de massa geld die zich in 1919 had opgehoopt de beschikbare credieten

sterk verminderd schijnen. Niets toont dit beter aan dan de vergelijking, op verschillende data, van den post « bijzondere loopende rekeningen » die voorkomt op de balans van de Nationale Bank en die voor een groot gedeelte het ongebruikte overschot van den muntvoorraad voorstelt.

Hier volgen de cijfers van dezen post :

12 December 1919	2,239 miljoen
30 Juni 1920	1,693 —
31 December 1920	1,099 —
30 Juni 1921	489 —
30 December 1921	573 —
30 Juni 1922	524 —
31 December 1922	400 —

Op sommige tusschendatumms in 1922 daalt men tot het betrekkelijk lage cijfer van 60 miljoen.

De ophooping der biljetten zal wel tamelijk beperkt zijn, gezien de uitgebreide inrichtingen der banken en gezien, anderzijds, de misrekeningen welke het speculeeren op gedaalde muntwaarden voor gevolg heeft gehad.

Uit deze tweede bevinding blijkt, dat eene merkelijke vermindering in den omloop van papierengeld niet snel kan worden bereikt.

Des te moeilijker is de zaak, daar de steeds in geldnood verkeerende Staat bij voortduur de beschikbare hoeveelheden door zijne leeningen intrekt en weder in den omloop werpt. Nogmaals blijkt het, dat normale begrootingen het vereischte zijn van eene gegronde muntregeling.

Niettemin dient men aan te merken, dat de bankbalans kan worden verbeterd zonder de in omloop zijnde hoegroothed te verminderen. Eene vermindering van den post « Voorschotten aan den Staat » die in evenwicht zou worden gehouden door eene vermeerdering van den post « Belgische Portefeuille » of van den post « Voorschotten (aan particulieren) op Belgische openbare fondsen » zou reeds een vooruitgang wezen. Aldus zouden wij in zekere mate worden teruggebracht tot de bankstatuten, en 't ware de voorbereiding tot de vermindering van het in omloop zijnde papieren geld. Deze verbetering kan worden beoogd in het eerste tijdsverloop van de gezondmaking. Noodzakelijkerwijs zal zij beperkt wezen, zooniet heeft zij eene nadeelige spanning voor gevolg.

*
* *

Derde moeilijkheid : de terugslag.

De muntinflatie is noodlottig, niet enkel om het nadeel dat zij rechtstreeks toebrengt, maar nog om de bezwaren die met den terugkeer van eene gezonde geldregeling gepaard gaan. Inderdaad moet het redmiddel, evenals het kwaad zelf, eene crisis verwekken.

De geleidelijke muntsverbetering heeft eene daarméegelijk loopende daling van de prijzen der koopwaren voor gevolg. Zij brengt dus de winsten van nijverheid en handel in gevaar, zooniet in werkelijke, dan toch in de ter boekhouding uitgedrukte waarde, evenals zij in gevaar brengt het evenwicht der

balansen. Zoo men niet omzichtig te werk gaat, moet daaruit volgen : tal van faillissementen, beperking van het crediet en van de voortbrengst, tijdelijke werkloosheid.

De verhooging van de koopkracht der munt gaat met eene daling der wedden en loonen gepaard. Redematigerwijs moest dit laatste zelfs het eerste voorafgaan, want dit is het volstrekte vereischte tot muntdeflatie. 't Is echter gekend op welke bezwaren en welken weerstand die vermindering stuiten zou.

Ten slotte — en dit is vooral van belang — kan de Staat, waarop een overgroot, en niet te beperken, passief rust, het risico niet te moeten gaan, het bedrag zijner ontvangsten met een slag te zien dalen, hetgeen gebeuren zou, moest eene snelle muntverbetering eene algemeene daling meêvoeren der waarden in papieren frank uitgedrukt.

Deze beschouwingen waren noodig om aan te toonen hoe moeilijk en ingewikkeld het herstel is van de groote « oorlogsschade » ons door Duitschland aangedaan door onze munt te vervalschen, schade welke het Verdrag van Versailles verzuimd heeft te brengen onder deze welke moet vergoed worden.

Men moet er bijvoegen dat de beste middelen tot verbetering van den toestand waarin wij ons bevinden, zouden zijn : de aangroei van 's lands rijkdom, eene overvloedigere voortbrengt, de ontwikkeling van onzen uitvoer, minder uitgaven en vooral minder invoer van weeldeartikelen ; beter dan alle andere middelen zouden deze eene waarborg zijn voor onzen omloop van papieren geld en zouden zij den toestand van ons geld op de wereldmarkt verbeteren.

De hulpmiddelen van wettelijken of bestuurlijken aard moeten zeker niet verzuimd worden, maar zij zullen enkel zeer beperkte resultaten opleveren, met bezwaren gepaard, en zullen vaak tegen onmogelijke toestanden aanbotsen.

Het oogenblik is nog niet gekomen om op concrete wijze het juiste voorwerp van onze financiële politiek te bepalen. Het Parlement dient echter akkoord te gaan met de Regeering niet alleen om de inflatie te keer te gaan, maar om tevens voor het Rijk en voor het buitenland uitdrukkelijk den wil te doen kennen een sterken grondslag aan onzen omloop van waarden te geven.

*
* * *

De bepalingen die u zijn onderworpen geven aan het vraagstuk der betrekkingen tusschen Staat en Rijksbank slechts fragmentarische oplossingen, de eenige die men er in de tegenwoordige omstandigheden kan aan geven.

Twee wetsontwerpen werden te dien einde door de Regeering ingediend.

Het eerste (n^o 121) tot instelling van een bijzonder fonds en tot wijziging van de wetsbepalingen betreffende de vereffening der oorlogssequesters; deze laatste werden uitgeschakeld en vormden de wet van 30 Maart 1923.

Het tweede (n° 122) betreft de voorschotten aan den Staat gedaan door de Rijksbank met het oog op het inwisselen van de Duitsche munt.

De Commissie voor de Financiën stelde vast dat, wat er nog bleef van het eerste ontwerp en de bepalingen die het tweede ontwerp uitmaken, betrekking hebben op een en hetzelfde onderwerp, nanielijk de voorschotten van de Rijksbank; zij stelt u daarom voor de twee te versmelten tot eene wet.

Deze zou drie artikelen omvatten: het eerste ter vervanging van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp n° 122, en dat betrekking heeft op de gedane terugbetalingen; het tweede tot regeling van de aflossing der voorschotten die de Staat verschuldigd blijft. Dit laatste artikel zou de artikelen 4 en 2 van het wetsontwerp n° 121 vervangen. Het derde betreft het beheer van het bijzonder fonds.

Het artikel betreffende de regeling van de terugbetalingen vraagt weinig opheldering. Het geldt de terugbetalingen gedaan in den loop van de jaren 1920, 1922 en 1923 op het bedrag van 5 milliard 800 miljoen, die op de balans van de Rijksbank voorkomen onder den titel: « Voorschotten aan den Staat voor de inwisseling der Marken », bij welk bedrag in den loop van het jaar 1922 nog bijkwam eene som van 64 miljoen uit hoofde van het voorschot aangegaan voor de vervanging van het Duitsche geld door Belgisch geld in het gebied Eupen-Malmedy. Ten gevolge van de onderscheidene terugbetalingen welke wij hebben te regelen tot beloop van 364 miljoen, bedraagt de geheele som der voorschotten nog slechts vijf milliard 300 miljoen.

Het bedrag dezer terugbetalingen moet worden ingeschreven op de begrootingen en de rekeningen der *buitengewone uitgaven*. Inderdaad, dit komt overeen met eene vermindering van het passief van den Staat, vermindering die geen last is voor de gewone begrooting zooals het 't geval is voor de jaarlijksche aflossingen, maar wel eene kapitaaluitgave in den aard van die welke ertoe bijdragen 's Lands bezit te vermeerderen en in hoofdzaak de *buitengewone begrooting* uitmaken.

De bepaling betreffende de aflossingen der voorschotten in de toekomst (artikel 2 van het ontwerp der Commissie) is van meer ingewikkelden aard. Daardoor wordt een bijzonder fonds opgericht met het oog op de aflossingen.

Waarom wordt de voorkeur gegeven aan deze regeling boven die der rechtstreeksche terugbetalingen?

Het voordeel der formule, door de Regeering voorgesteld en overgenomen door de Commissie, bestaat eigenlijk in de mogelijkheid, waarden van allen aard, zelfs alvorens zij omgezet zijn, aan te wenden voor de aflossingen, in zoo verre dat deze waarden als waarborg dienen voor de in omloop zijnde munt, alsmede om de terugbetalingen op de meest geschikte tijdstippen te plaatsen. Op dat stuk wordt eene zekere vrijheid aan den Minister van Financiën gelaten; de Commissie is echter van gevoelen, dat de overdracht van de vereffende waarden ten minste om de drie maanden zou moeten gebeuren.

Uit welke waarden zal het bijzonder fonds worden samengesteld?

Luidens het ontwerp der Commissie, uit: « 1° de Duitsche munt uit den

omloop teruggetrokken, zoo in België als in het grondgebied Eupen-Malmedy, en alle inkomsten welke voortspruiten uit de benutting dezer munt ».

Deze tekst vervangt het eerste artikel van het ontwerp der Regeering (n° 122), waardoor aan de terugbetaling der voorschotten van de Bank worden toegekend « alle inkomsten, voort te spruiten uit de valorisatie der Duitsche munten in deposito op rekening der Schatkist ». De Commissie verkiest, voor al de waarden tot de aflossing bestemd, eene eenvormige regeling aan te nemen, die namelijk van het bijzonder fonds.

Het bijzonder fonds zal verder worden samengesteld : « 2° uit de door den Staat ingevorderde sommen wegens bedrieglijke inwisseling van Duitsch geld ». Dat is de herhaling van n° 3° van het eerste artikel van het ontwerp n° 121. Deze bepaling wordt van zelf gebillijkt.

Het fonds wordt nog samengesteld : « 3° uit eene som gelijk aan de zuivere opbrengst : a) der vereffening van de goederen der Duitsche onderhoorigen, onder dwangbeheer geplaatst krachtens het besluit-wet van 10 November 1918 en de wet van 17 November 1921 ».

Deze tekst is overgenomen uit het eerste artikel 1° van het wetsontwerp n° 121. Doch gij zult opmerken dat de Commissie niet voorstelt artikel 2 van hetzelfde ontwerp aan te nemen, waarbij betreffende de gesequestreerde goederen wordt bepaald :

« Zullen echter op de zuivere opbrengt der vereffening der goederen van Duitsche onderhoorigen bedoeld onder 1° van het vorig artikel worden voorafgenomen, de sommen bestemd om, volgens de voorziening van artikel 297, litt. H van het Verdrag van Versailles, aan Belgische onderhoorigen, de opbrengst van de vereffening der goederen dezer laatsten in Duitschland, terug te geven. »

Deze bepaling heeft het bezwaar, tusschen de rechtskundige moeilijkheden die zij kan opleveren over de uitlegging van het Verdrag van Versailles, de inschrijving op het speciaal fonds van de opbrengst der vereffening gedurende langen tijd te vertragen; deze opbrengt zou niet voor den afloop van ingewikkelde verrichtingen kunnen vastgesteld worden. Het bleek dus noodzakelijk door de benaming « zuivere opbrengt » te verstaan de sommen die voortkomen uit de vereffening der gesequestreerde goederen, behalve de afhoudingen voorzien bij artikel 18 der wet van 17 novembre 1921, te weten : 1° de kosten van dwangbeheer en vereffening; 2° de aandelen die toekomen aan Belgische erfgenamen van Duitsche onderdanen.

Het is niet alles. De tekst door de Regeering voorgesteld deed eene moeilijkheid oprijzen betreffende onze begrootingsboekhouding. Volgens dezen tekst « zal het fonds samengesteld zijn uit de zuivere opbrengst (in specie) van de vereffening ». Wij hebben echter gezien dat de terugbetalingen aan de Nationale Bank moeten ingeschreven worden op de begrooting der *buitengewone uitgaven*. Integendeel, de ontvangsten die voortspruiten uit de vereffening der gesequestreerde goederen, naar luid van de artikelen 243 en 297 van het Verdrag van Versailles, zijn ontvangsten van herstellingen,

die op de begrooting van de *invorderbare uitgaven* zullen moeten ingeschreven worden; deze kunnen bijgevolg op de begrooting der buitengewone uitgaven niet voorkomen.

Het geldt dus niet in eene zelfde begrooting, als ontvangst en als uitgave, eenerzijds, de opbrengst in te schrijven van de gesequestreerde goederen, en anderzijds, het bedrag van de storting die moet gedaan worden in het bijzonder fonds. Maar men kan beslissen dat het bijzonder fonds gecrediteerd zal worden met eene som *gelijkwaardig* aan die opbrengst, som die in de begrootingsecomptabiliteit zal voorafgenomen worden op de algemeene inkomsten van de Schatkist. Daarom stelt de Commissie voor de uitdrukking te gebruiken « som die gelijk is aan de zuivere opbrengst ».

Waarom deze gelijke waarde? De reden is van praktischen aard: zij is namelijk dat men wil gebruik maken van eene beschikbare som van de Thesaurie om de schuld van den Staat tegenover de Bank te verminderen.

Het derde deel van het bijzonder fonds zal bovendien gevormd worden, indien gij het ontwerp van de Commissie aanneemt, « door eene som die gelijk is aan de zuivere opbrengst van tegeldemaking van niet onder dwangbeheer geplaatste titels en waarden, aan België afgegeven in uitvoering van § 10 van het bijvoegsel aan Sectie IV van deel 10 van het Verdrag van Versailles »; dit is de tekst van artikel 1, 2^o, van het ontwerp n^o 121.

De hierbedoelde bepaling van het Vredesverdrag luidt als volgt:

« Duitschland zal, binnen eenen termijn van zes maanden, te rekenen van het in werking treden van onderhavig Verdrag, aan elke verbonden of geassocieerde Mogendheid al de contracten, getuigschriften, akten en andere eigendomstitels overmaken welke zich in de handen van zijne onderhoorigen bevinden en betrekking hebben op goederen, rechten en belangen gelegen op het grondgebied van gezegde verbonden of geassocieerde Mogendheden, met inbegrip van de aandeelen, obligatiën of andere geldswaardige effecten van alle door de wetgeving van deze Mogendheid erkende maatschappijen ».

De opbrengst dezer titels en waarden is dus eene ontvangst inzake herstel, in verband met de begrooting der invorderbare uitgaven.

De Commissie stelt u voor als volgt de opsomming aan te vullen van de bestanddeelen van het amortisatiefonds:

« 4^o Uit de sommen die elk jaar op de begrooting moeten worden uitgetrokken voor de delging der voorschotten krachtens de wet van 24 October 1919. »

Dat is de bevestiging eener politieke van financiële gezondmaking, dat is het voornemen jaarlijks eene inspanning te doen om tot de naleving terug te keeren van de statuten der Nationale Bank en den geldomloop te verminderen.

Uwe Commissie ziet de mogelijkheid noch het werkelijk nut in deze inspanning op voorhand te bepalen. Het bedrag der terugbetalingen zal afhangen van den toestand der begrooting. Nu reeds, in weerwil der omstandigheden, aan « deflatie » te willen doen, spijs het tekort der begrooting en de inkrimping der financiële markt, ware een verkeerde

handelwijze, die ons van het doel zou verwijderen in plaats van ons er dichter bij te brengen.

Ons voorstel, mijne Heeren, bevat eene laatste bepaling, die aan de door de Regeering voorgestelde teksten ontbrak. De Commissie stelt voor te bepalen dat :

« Dit bijzonder fonds zal beheerd worden door de Deposito- en Consignatiekas ». (Artikel 3.)

Deze kas kwam terzelfdertijd tot stand als de Amortisatiekas, krachtens eene wet van 15 November 1847, gewijzigd door die van 28 December 1867. Hare verrichtingen worden nagezien door eene Commissie van vijf leden, bestaande uit een senator door den Senaat gekozen, een volksvertegenwoordiger door de Kamer gekozen en drie leden door den Koning aangesteld. De Minister van Financiën moet elk jaar verslag doen aan de Kamers over het beheer en den toestand der Kas (artikelen 2 en 16 der wet van 1847). Deze voorschriften regelen de parlementaire contrôle over het beheer.

Men kan zich afvragen waarom hier de Deposito- en Consignatiekas moet optreden veel eer dan de Amortisatiekas, daar deze laatste juist voor opdracht heeft 's Lands schuld te delgen.

Toen men het beheer van het bijzonder Amortisatiefonds toevertrouwde aan de Deposito- en Consignatiekas liet men zich leiden door de gedachte aan deze laatste een wettelijk regime te geven; dit fonds wordt aldus gerangschikt, evenals het fonds van muntvoorziening, onder de fondsen waarvan de Minister van Financiën het beheer in handen heeft; de verrichtingen er van worden gecontroleerd door de Commissie van toezicht en het Rekenhof; zij komen op de begrooting voor order en worden jaarlijks openbaar gemaakt in het Jaarverslag van de instelling.

Het is waar dat het nagestreefde doel eveneens zou bereikt zijn met het nieuwe fonds te verbinden aan de Amortisatiekas.

Men was evenwel van meening dat de regelen voorgeschreven door de organieke wet dier kas wat betreft het gebruik der aflossingdotaties, niet zouden kunnen toegepast worden op de sommen die het nieuwe fonds staven, sommen die in deposito moeten blijven tot op den dag dat men zal beslissen ze te gebruiken voer de voorziene bestemming.

In feite neemt de Amortisatiekas, zooals zij thans is beheerd, geene fondsen in deposito aan; de aflossingsdotatiën die zij elk semester gebruikt, maken het voorwerp uit van betalingsbevelen die omgezet worden in credietopeningen, waarop worden aangeschreven de kosten van de terugkoopingen gedaan tot delging van de geconsolideerde schuld.

Men vond het beter de werking der Amortisatiekas te beperken tot de delging van deze laatste schuld, en praktischer het nieuwe fonds, dat voorloopig een deposito moet vormen, te voegen bij de andere fondsen waarvan de Depositokas wettelijk het beheer waarneemt.

Als besluit heeft uwe Commissie voor de Financiën, met eenparige stemmen op een na, beslist U voor te stellen de bepalingen waarvan de tekst, als bijlage van dit verslag hieraan is toegevoegd, goed te keuren.

De Verslaggever,

MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

(10)

(ANNEXES AU N° 330.)

(BIJLAGE VAN N° 330.)

Texte modifié par la Commission.

Tekst gewijzigd door de Commissie.

TITRE MODIFIÉ

GEWIJZIGDE TITEL.

PROJET DE LOI RELATIF :

WETSONTWERP BETREFFENDE :

- 1° au remboursement des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes ;
- 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances.

- 1° de terugbetaling van de voorschotten, door de Nationale Bank van België gedaan aan den Staat tot inwisseling van het Duitsch geld ;
- 2° de oprichting van een bijzonder fonds tot delging dier voorschotten.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les diverses sommes, s'élevant ensemble à 564 millions de francs, remboursées à la Banque Nationale de Belgique sur les avances en vue du retrait des monnaies allemandes, tant en Belgique que dans le territoire d'Eupen-Malmédy, seront inscrites dans les comptes et les budgets sous les libellés suivants :

De verscheidene sommen, die tezamen 564 millioen bedragen, aan de Nationale Bank van België terugbetaald op de voorschotten tot inwisseling van het Duitsch geld, zoowel in België als in het gebied Eupen-Malmedy, worden in de rekeningen en begrootingen ingeschreven onder de volgende opschriften.

A. — Compte du Budget de l'exercice 1920. — Dépenses de nature extraordinaire. — Dette publique.

A. — Rekening van de Begrooting voor het dienstjaar 1920. — Uitgaven van buitengewonen aard. — Staatsschuld.

Remboursement à la Banque Nationale de Belgique d'une partie des avances autorisées par la loi du 24 octobre 1919. Fr. 300.000.000

Terugbetaling, aan de Nationale Bank van België, van een deel der voorschotten toegelaten door de wet van 24 October 1919, Fr. 300.000.000

B. — Budget de l'exercice 1922. — Dépenses extraordinaires — Dette publique.

B. — Begrooting voor het dienstjaar 1922. — Buitengewone uitgaven. — Staatsschuld.

Remboursement à la Banque Nationale de Belgique :

Terugbetaling aan de Nationale Bank van België :

1° d'une partie des avances autorisées par la loi du 24 octobre 1919.
Fr. 100.000.000

1° van een deel der voorschotten toegelaten door de wet van 24 October 1919 . . . Fr. 100.000.000

2° de l'avance afférente du retrait

2° van het voorschot betreffende

des monnaies allemandes dans les
territoires d'Eupen-Malmédy . .
Fr. 64.000.000

C. — Budget de l'exercice 1923 —
Dépenses extraordinaires. — Dette
publique.

Remboursement à la Banque Na-
tionale de Belgique d'une partie des
avances autorisées par la loi du
24 octobre 1910. Fr. 100.000.000

ART. 2.

Il est institué un fonds spécial af-
fecté, dans les conditions à détermi-
ner par le Ministre des Finances, à
l'amortissement des avances faites à
l'État par la Banque Nationale de
Belgique en vue du retrait des mon-
naies allemandes, autorisées par la
loi du 24 octobre 1919.

Ce fonds sera constitué au moyen :

1° des monnaies allemandes reti-
rées de la circulation tant en Bel-
gique que dans les territoires d'Eu-
pen-Malmédy et de toutes les res-
sources provenant de l'utilisation
de ces monnaies;

2° des sommes récupérées par
l'État du chef d'échanges frauduleux
de monnaies allemandes;

3° d'une somme égale au produit
net de la liquidation;

a) des biens des ressortissants al-
lemands placés sous séquestre en
vertu de l'arrêté-loi du 10 novem-
bre 1918 et de la loi du 17 novem-
bre 1921;

b) des titres et valeurs non placés
sous séquestre livrés à la Belgique
en exécution de la Section IV, an-
nexe, S 10, du Traité de Versailles.

de inwisseling van het Duitsch geld
in het gebied Eupen-Malmedy . .
Fr. 64,000,000

C. — Begrooting voor het dienstjaar
1923. — Buitengewone uitgaven. —
Staatsschuld.

Terugbetaling, aan de Nationale
Bank van België, van een deel der
voorschotten toegelaten door de wet
van 24 October 1910.
Fr. 100,000,000

ART. 2.

Er wordt een bijzonder fonds
opgericht bestemd, onder door den
Minister van Financiën te bepalen
voorwaarden, tot delging der voor-
schotten, door de Nationale Bank
van België gedaan aan den Staat, tot
inwisseling van het Duitsch geld en
toegelaten door de wet van 24 Octo-
ber 1919.

Dit fonds wordt opgericht door
middel :

1° van het Duitsch geld, aan den
omloop onttrokken zoowel in België
als in het gebied Eupen-Malmedy,
en van al de inkomsten ten gevolge
van het ten nutte maken van dit
geld;

2° van de sommen door den Staat
ingevoerd wegens bedriegelijke
inwisseling van Duitsch geld;

3° van eene som van gelijk bedrag
als de zuivere opbrengst van de ver-
effening;

a) der goederen van de Duitse
onderdanen, gesequestreerd krach-
tens het besluit-wet van 18 Novem-
ber 1918 en de wet van 17 November
1921;

b) der niet gesequestreerde titels
en waarden, aan België afgeleverd
ter uitvoering van Sectie IV, bij-
lage, S 10, van het Verdrag van
Versailles.

4° Des sommes à inscrire chaque année au budget en vue de l'amortissement des avances faites conformément à la loi du 23 octobre 1919.

ART. 3.

Le fonds spécial, institué par l'article précédent, sera géré par la Caisse des dépôts et consignations.

4° van de sommen, elk jaar in de begrooting te voorzien tot delging van de voorschotten gedaan overeenkomstig de wet van 23 October 1919.

ART. 3.

Het bijzonder fonds, krachtens het vorig artikel opgericht, wordt beheerd door de Deposito- en Consignatiekas.
